

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60000 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 30/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KOHLER FRANCE

Parc d'activités de Noyon Passel
60400 Passel

Références : IC-R/0281/23-IM
Code AIOT : 0005106109

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement KOHLER FRANCE implanté Parc d'activités de Noyon Passel 60400 Passel. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un arrêté préfectoral de mise en demeure a été pris en novembre 2022 car les 2 bungalows qualité n'étaient pas dotés d'un sprinklage.
L'inspection avait pour objectif de s'assurer de la présence de ce système d'extinction automatique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KOHLER FRANCE
- Parc d'activités de Noyon Passel 60400 Passel
- Code AIOT : 0005106109
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société KOHLER FRANCE exploite une plate-forme logistique dédiée au stockage d'articles de salles de bain.

L'activité de logistique a été autorisée et réglementée par arrêté préfectoral du 6 août 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- recatement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 novembre 2023

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Moyens de lutte incendie	AP de Mise en Demeure du 21/11/2022, article 1	Mise en demeure	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 novembre 2022 peut être abrogé, les travaux ayant été réalisés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/11/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, sprinklage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société KOHLER FRANCE exploitant une plate-forme logistique d'articles de salle de bain et de cuisine sur la commune de Passel est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article IX-6-2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 août 2008 : * en transmettant un document attestant de la validation des travaux à réaliser par la Direction du groupe KOHLER FRANCE avant fin décembre 2022 * en mettant en place un sprinklage dans les 2 bungalows qualité avant le 31 mars 2023.
Constats : Par mail du 06/12/2022, l'exploitant a transmis un document attestant que les travaux ont été validés par la direction du groupe Kohler France (en langue anglaise) . Par mail du 06/12/2022, l'inspection a accepté une prolongation du délai de réalisation des travaux jusqu'au 31/05/2023. Au 12/04/2023, l'exploitant a fait savoir que la société d'intervention SMS doit donner la date de démarrage et qu'il la relançait .

Par mail du 11/05/2023, il a fait savoir que les travaux étaient réalisés . La date de fin de chantier est le 05/05/2023.

L'inspection a vérifié la mise en œuvre des travaux dans les deux bungalows qualité. Lors de l'inspection, l'exploitant a donné les informations suivantes :

- * la société SMS a sous traité à la société Hélios
- * les travaux ont duré une semaine
- * ce sprinklage a été également demandé par l'assureur suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure
- * la société SMS vient régulièrement faire des contrôles.

L'inspection a consulté le classeur 2022. Les 09/06/2022 et 05/12/2022 apparait la vérification périodique d'un système d'extinction automatique de type sprinkleur. Les comptes-rendus sont consultables. Ainsi sur le rapport du 05/12/2022, l'inspection a noté qu'il était mentionné "le groupe motopompe diesel ne démarre uniquement que sur la batterie 2. Lors du test de démarrage sur la batterie 1, celle -ci se met en défaut et ne démarre pas le moteur" .

L'exploitant a transmis la justification des travaux faits le 14/12/2022 (facture n° 8825000846 de SMS).

Pour 2023, une intervention a eu lieu le 05/06/2023 mais l'exploitant n'a pas reçu le rapport. Il l'a réclamé en date du 19/06/2023.

Observation : l'exploitant transmet dès réception le rapport de vérification de l'ensemble du système d'extinction automatique de type sprinkleur.

Le dernier entretien triennal date du 08/12/2020. L'exploitant a montré qu'au niveau commande, le prochain est prévu en 2023. La date prévisionnelle est le 09/11/2023.

L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21/11/2022 peut être abrogé.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet